



Le Temps des Conquêtes

Inventons ensemble le MJS 2.0.

www.letempsdesconquetes.fr

présenté notamment par :

Cédric CHENOT (AF 23), Mélissa MENET (AF 59), Aurélien BATEUX (AF 76), Maxance BARRE (AF 86)

Et parmi les signataires :

Jules AIME (CR Poitou-Charentes), Benjamin BAUDRY (SBN, 44), François BENOITON (49), Luc BONZON (CNA suppléant, 86), Alexandre BORDERIES (SBN, 31), Lionel BOSC (AF 12), David BOUSQUET (CNA 38), Mickael CAMUS (BN, 27), Hervé CHALLEIL (AF 63), Tony CHESNEAU (45), Thomas CHEVANDIER (CNA suppléant, 75), Arthur CLOUZEAU (SBN, 86), Juliette COCAGNE (CR Pays de la Loire), Estelle COURAUD (AF 46), Romain CUJIVES (SBN, 31), Annabelle DA SILVA PATA (56), Guillaume DEDIEU (CF 34), Thibault DELAHAYE (SBN, 75), Anthony DOUET (AF 16), Thibault DUMAS (CF 75), Stéphanie DUPONT (AF 79), David FONTAINE (CR Haute-Normandie), Guillaume FRASCA (75), Jérôme GERVAIS (CR Midi-Pyrénées), Fanny GASC (35), Vincent GIBERT (AF 31), Florian GLAY (08), Charlotte GOUJON (SBN, 76), Christelle HAMM (CR Alsace), Simon JOLLES (CNA, 75), Pierre LEBEAU (AF 44), Raphaëlle LEPINEUX (BN, 23), Simon MANDEVILLE (BN, 63), Lionel MARQUANT (AF 85), Amin MBARKI (69), Nelly MORISOT (74), Lucie MURAIRES (72), Julien PARELON (CNA, 87), Baptiste PAVOT (CF 54), Alan PELLETIER (CNA, 29), Mathieu PETIT (AF 36), Fanny PETTON (AF 71), Céline PUHARRE (AF 87), Anthony QUEGUINEUR (29), Paul REBOH (67), Stéphane SEJOURNE (FJSE), Philippe SERRE (38), Adrien SOISSONS (CR Centre), Yoann SOREL (AF 28), David VEDIE (AF 27), Romain WOLF (CF 75)...

Les autres signataires du texte sur : <http://www.letempsdesconquetes.fr>

« Ces grands changements sociaux qu'on nomme des révolutions ne peuvent pas ou ne peuvent plus être l'œuvre d'une minorité. Une minorité révolutionnaire, si intelligente, si énergique qu'elle soit, ne suffit pas, au moins dans les sociétés modernes, à accomplir la révolution. Il y faut le concours, l'adhésion de la majorité, de l'immense majorité. » Jean Jaurès

Y a-t-il aujourd'hui, chez les jeunes et les moins jeunes, engagés, progressistes, volontaires et militants, autre chose que du pessimisme ? La question mérite d'être posée. Nous sommes désorientés, il faut bien l'avouer.

Notre Pays, mais bien au delà, notre continent et notre planète, sont bousculés par de multiples crises.

Et dans une crise économique, faut-il donner raison à ceux pour qui la puissance publique, loin d'être la solution, serait le problème ?

Dans une crise des identités, faut-il donner raison à ceux pour qui la République et la démocratie ne suffisent plus à garantir le vivre ensemble ?

Dans une crise des valeurs, faut-il donner raison aux forces de l'argent et à l'idée que la réussite ou le bonheur ne se réalisent qu'à l'échelle individuelle ?

Dans une crise écologique et climatique, faut-il donner raison à ceux qui, poussés par les grands groupes industriels et les lobbies, nous entraînent toujours plus sur les chemins de la surproduction ?

La question aujourd'hui n'est plus de prendre conscience de ces enjeux, mais de préparer l'action, notre réponse collective. Car à ces crises, il faudra bien apporter une réponse à celles et ceux qui ont besoin de nous, à celles et ceux qui ont besoin d'une gauche forte et ambitieuse.

Aucune grande théorie, sur les cycles du capitalisme ou son histoire, sur la définition de la gauche ou des gauches, ne peut proposer autre chose qu'un commentaire, qu'une analyse nous enfonçant jour après jour



dans un constat d'échec et de défaitisme. Les progressistes ont perdu des batailles, aujourd'hui c'est la réaction qui domine, dans les pouvoirs médiatiques, économiques, culturels et politiques. Nous n'attirons plus, les gens se détournent de nous. Il faut se poser la question de ce que nous incarnons.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes a une véritable opportunité à saisir en cette fin d'année : il est en Congrès. Et ce Congrès, loin de n'être qu'une occasion de voir se succéder les joutes verbales, doit être vécu comme un formidable moment d'échange et de débat, comme un rendez-vous à ne pas louper, comme le début d'une nouvelle ère. Soyons responsables, collectivement, et à la hauteur des enjeux. Sachons parler à tous les jeunes, des villes, des milieux ruraux, aux étudiants comme aux apprentis, aux travailleurs comme aux chômeurs. Proposons-leur un nouveau temps de débat et d'action, un nouveau temps des conquêtes.

Qu'est-ce qu'une organisation de jeunesse de gauche ? Que doit-elle faire vivre ? Quelles aspirations collectives doit-elle porter ? Voilà les questions qu'il faudra se poser. Alors que nos aînés prennent le chemin courageux et salutaire d'une transformation profonde de l'appareil socialiste, qu'attendons-nous pour réagir, nous aussi ?

Le Mouvement des Jeunes Socialistes est avant tout un outil militant, utile à ses adhérents, utile à sa famille politique, utile à la gauche et aux Français. Et cet outil nous l'aimons, incontestablement car nous pensons qu'il peut trouver une place pour les aspirations de chacun. A condition de s'ouvrir, car c'est du concours et de l'adhésion du plus grand nombre dont nous aurons besoin pour bouger la gauche et préparer l'alternative.

Nous sommes socialistes. Notre vocation est de changer la société, de la transformer, de la rendre plus juste, plus solidaire, plus fraternelle. Mais aucun modèle ne peut s'imposer par la volonté de quelques-uns, bien pensants, contre tous. Il nous faudra donc agir, débattre, convaincre, en assumant notre place dans le mouvement social et en portant le changement partout où cela sera possible. Être jeune socialiste ce n'est pas avoir réponse à tout, c'est déterminer un moyen pour tous de trouver sa place dans la société, sans exclusives, sans barrières ni murs.

Si notre génération a vocation à porter un message, il ne peut plus être celui des combats passés. Il doit être une réponse aux aspirations de ceux qui souffrent. Notre problème n'est pas de savoir si le mur de Berlin est tombé il y a maintenant 20 ans, mais comment faire tomber les nouveaux murs qui fragmentent la société. Ces murs séparant celui qui est bien né de ceux à qui la naissance n'apporte ni fortune ni gage de réussite. Ces murs séparant celui qui s'épanouit dans son travail de ceux qui n'en ont pas ou qui subissent des conditions d'emploi et de travail insupportables. Ces murs séparant celui qui a le pouvoir de ceux qui ne l'ont pas.

Le temps de notre génération est venu. Celui d'abattre ces murs pour aller vers de nouvelles conquêtes. Ce que nous demandons, ce en quoi nous croyons, c'est en un nouveau temps de la conquête au service du progrès.

I. De nouveaux repères dans un monde en crise

1. Refaire société

Notre héritage porte en lui une flamme : garantir l'émancipation de chacun et la solidarité de tous pour faire cohabiter les différentes franges de notre société, face aux forces conservatrices et réactionnaires qui organisent et se nourrissent de la division.

Inscrire la lutte contre les discriminations dans le combat fondateur pour l'égalité républicaine

Notre idéal est celui d'une société juste et émancipée où des inégalités de situation raisonnables ne peuvent découler que de critères de mérite et de compétence. La gauche a su mener avec force les luttes féministes, contre le racisme et contre l'homophobie. La droite fait mine de céder, prônant la diversité dans une politique d'affichage, sans résorber les inégalités de fait. Elle dénature nos valeurs et mène une politique régressive.



Nous devons réaffirmer notre attachement à la République, rebâtie autour d'une communauté de destin. La laïcité garantit la cohésion d'une société accueillante pour toutes les opinions qui acceptent le cadre du débat démocratique. Elle protège les citoyens des querelles obscurantistes ou de la tentation du repli sur soi. Comme pour sa pensée, nous devons reconnaître à chacune et chacun le droit de maîtriser ses désirs et son corps : mener le combat pour une réelle égalité hommes-femmes et pour le droit effectif à l'avortement, assumer un discours fort et honnête sur les contraceptifs et la sexualité, reconnaître le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels. Si la lutte contre les discriminations a obtenu une reconnaissance institutionnelle notamment par la création de la HALDE, il reste à donner un vrai corps à ces outils et surtout, encore et toujours, à faire évoluer les mentalités. Nous ne pourrons jamais nous satisfaire que la couleur de peau, l'origine présumée soient des motifs de fichage, d'interpellation policière ou de blagues douteuses, jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Lutter contre les discriminations ne doit pas nous écarter du combat historique de notre famille politique : donner une espérance et favoriser l'émancipation de ceux qui n'ont rien. Nous ne saurions nous contenter d'une société représentant la diversité, s'il subsiste des inégalités. La bataille contre les discriminations ne doit pas se substituer au combat pour l'égalité, mais s'y ajouter.

Une société plus humaine, plus juste éclora en réaffirmant clairement notre engagement social. Cette solidarité renouvelée, condition de la liberté de chacun, se construira d'abord par la réaffirmation et la consolidation des services publics.

Services publics : soyons offensifs

Les services publics sont aujourd'hui assaillis par une droite garante des seuls intérêts des plus riches. Pour cela, elle allie un libéralisme économique qui récuse toute solidarité vis-à-vis des personnes fragilisées à un conservatisme défenseur des rentiers et héritiers. Nous devons revaloriser le fonctionariat, redonner du baume au cœur à celles et ceux qui décident de contribuer par leur travail au vivre ensemble. Nous conforterons ainsi la légitimité forte de ces serviteurs de l'intérêt général. Les missions de service public doivent garantir l'égalité d'accès, partout sur le territoire, par une péréquation efficace qui s'oppose à des critères de rentabilité qui conduisent à abandonner les quartiers populaires et les zones rurales.

En matière de services publics, nous ne devons pas nous placer que sur le terrain défensif. La perspective de la privatisation de la Poste a montré que les acquis restent toujours à défendre, mais notre conviction de socialistes est que le champ des services publics a vocation à s'étendre, tant au niveau français qu'europpéen. Un service public bancaire doit voir le jour pour permettre l'accès de tous aux services bancaires et assurer, entre autres, le financement des PME, des associations et des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Nous militons par ailleurs pour la création de services publics européens de l'eau, de l'énergie, des transports collectifs et de la communication.

La justice, une exigence républicaine

La justice est au centre de notre combat socialiste. Justice sociale, ici en France, là en Europe, partout ailleurs dans tous les pays qui ont à souffrir de dictatures. Justice climatique, associant le destin des pays développés à celui de pays qui aspirent légitimement au progrès technique et humain. Justice économique, entre les salariés et les actionnaires toujours épargnés par les soubresauts de la crise. Justice partout, meilleure garante de l'égalité des faibles vis-à-vis des puissants. Justice pour lutter contre le sentiment du "deux poids, deux mesures", en un mot pour rétablir notre pacte républicain, notre contrat social.

Nos révoltes, nos combats, nos valeurs n'ont rien perdu de leur force en ce début de millénaire. Liberté face à un repli sécuritaire qui menace notre conception même de la justice. Égalité face à une dérive ultra-libérale qui renie tous nos outils collectifs de solidarité. Fraternité face à l'atomisation de la société en communautés éparées.

Écoutons Camus qui dénonce une "société de marchands" où "les choses disparaissent au profit des signes", signes comptables d'un capitalisme financier qui a perdu le contact avec la réalité des hommes. Construisons un autre rapport à la politique. Passons à l'offensive.



2. Une puissance publique à faire vivre : le combat des citoyens

Liberté, égalité, fraternité : cette promesse républicaine figure toujours au fronton de nos institutions, mais force est de constater que la réalité est plus brutale. Un savoir, un emploi, un logement : triptyque de droits qui, bien qu'opposables, restent à conquérir. Pour redonner tout son sens à l'ambition républicaine, il nous faut proposer un nouveau pacte social en refaisant de l'égalité la boussole et le cœur de nos politiques.

Ceci implique une puissance publique forte et dotée des moyens de ses ambitions. Mais la puissance publique ne doit pas seulement être réarmée, elle doit aussi être re-légitimée. S'il est fondamental de parler de la démocratie et de son cadre institutionnel, c'est parce que leur rénovation est un élément déterminant pour arriver à mettre en place un nouveau pacte social.

Rendre à la puissance publique sa légitimité

Depuis deux années, la Ve République a définitivement basculé vers un système présidentiel que plus personne ne peut défendre. Oui, il est temps de changer de numéro et de promouvoir l'idée d'une VIe République véritablement démocratique, fondée sur le principe de responsabilité, et dont le Parlement sera l'instance moteur, contrôlant le seul acteur responsable de la politique de la Nation toute entière : le gouvernement. Une VIe République dans laquelle l'indépendance de la justice n'est pas qu'un vain mot. Une VIe République dans laquelle nous devons respecter strictement le non-cumul des mandats. en attribuant aux représentants du peuple un véritable statut de l'élu.

Il en va de même pour la puissance publique européenne, qui est amenée à jouer un rôle croissant, mais qui n'a jamais réussi à gagner la confiance des peuples. Osons prendre le risque de la démocratie à l'échelle européenne, c'est le préalable à toute grande conquête sociale. Nous militons pour une Europe fédérale avec un Parlement qui se réapproprie le pouvoir législatif et qui contrôle effectivement la Commission. Cette légitimité naîtra de l'éclosion d'un authentique espace public européen, par l'intégration des partis politiques et syndicats et l'émergence de débats transnationaux.

Redonner son sens au modèle républicain, c'est aussi, et peut-être avant tout, revaloriser la notion de citoyenneté. Pour cela, la promesse républicaine doit s'inscrire dans le réel : c'est l'objectif du nouveau pacte social que nous proposons.

Pour un nouveau pacte social

Comment s'étonner du désintérêt des citoyens pour la chose publique lorsque même les droits les plus fondamentaux ne sont pas assurés ? Lorsque trouver un emploi relève du parcours du combattant ? Lorsque le travail même n'est plus rémunérateur ? Lorsque des jeunes restent chez leurs parents faute de pouvoir financer un logement ? L'État doit, dans ces domaines, intervenir davantage qu'il ne le fait aujourd'hui, et garantir à tous un nouveau pacte social fondé, outre l'éducation et la formation, sur trois piliers : emploi, salaire, et logement décents.

En matière d'emploi, le volontarisme est de mise : assurer le retour aux 35h, relancer les emplois aidés, mettre en place un service public de l'emploi digne de ce nom ainsi qu'un service public des entreprises régionalisé et axé sur la création d'emploi, voici quelques-uns des chantiers que la puissance publique devra prendre en charge. En outre, le niveau des salaires ne peut continuer à être la résultante des mécanismes de marché et des fluctuations de l'offre et de la demande. Tout travail mérite un salaire décent, qui doit être négocié branche par branche dans le cadre d'une conférence salariale annuelle. Il nous faut par ailleurs creuser l'idée de la création d'un « serpent salarial » visant à réduire les inégalités salariales. Nous instaurerons une imposition des entreprises différenciée en fonction de critères sociaux.

Pour sécuriser les parcours professionnels, nous voulons promouvoir le projet d'une sécurité sociale professionnelle qui protège et accompagne la personne tout au long de sa vie, quelque soit sa situation du moment (salarié, chômeur, retraité). Celle-ci organisera les allers et retours entre l'emploi et la formation, permettra les mobilités professionnelles et favorisera la promotion sociale tout en garantissant les revenus du travail et les droits attachés au contrat de travail. Enfin, les défauts de couverture pour les intérimaires, comme les accidents du travail, parfois mortels, doivent nous inviter à nous saisir du sujet de la santé au travail.

En matière de santé, nous ne devons pas nous laisser imposer un débat qui se résumerait à la réduction du déficit de l'assurance maladie. Nous défendons les outils de base comme la Sécurité Sociale ou la Couverture Maladie Universelle. Nous plaidons pour l'égalité sociale et territoriale dans l'accès aux soins.



Nous souhaitons une vraie démocratie sanitaire, en donnant la parole aux usagers et aux malades et en débattant des priorités de santé. Ce projet doit passer par une politique vigoureuse de santé publique axée sur la prévention, fondée sur des engagements pluriannuels. La France et l'Europe doivent aussi préparer l'avenir en développant une politique ambitieuse de recherche médicale.

En matière de logement, l'État doit être à l'initiative d'une relance de la construction de logements sociaux et inciter les propriétaires à mettre en location leur logement grâce à une couverture logement universelle. Il doit également poser les règles permettant d'encadrer les loyers et notamment de limiter les hausses lors de la relocation.

Nous devons promouvoir l'émergence de règles communes au niveau européen pour avancer vers une harmonisation sociale. Ce traité social européen envisagera notamment un salaire minimum dans l'ensemble des pays membres et une harmonisation des fiscalités.

Faire de la puissance publique un intervenant stratégique à l'échelle mondiale

Si le système économique marche sur la tête, c'est que les logiques de décision ne sont pas les bonnes. L'erreur, pour changer les choses, serait de vouloir les changer sans modifier les rôles respectifs des acteurs. Penser qu'une multinationale pourra un jour, de son propre gré, faire des choix en suivant d'autres critères que ceux de la recherche du profit maximal est un leurre. Si nous voulons changer la logique du système, et nous le voulons, il faut d'une part renforcer les moyens d'intervention directe de la puissance publique dans la vie économique, d'autre part lui donner les capacités de contraindre les autres acteurs économiques à se conformer à un certain nombre de règles décidées collectivement.

La puissance publique, nationale ou européenne, doit se réinvestir vraiment dans le jeu économique dont elle doit être le stratège principal. Il est urgent de mettre en place une politique industrielle européenne, menée par les différents niveaux de collectivités en fonction des enjeux, car pour sauver nos modèles sociaux, les pays européens doivent d'abord sauver leurs économies. Anticipation et planification stratégiques, accompagnement de la transition des entreprises dans la transition écologique, recherche et innovation : tout ceci doit relever des pouvoirs publics qui, seuls, agissent au nom de l'intérêt général. Les régions ont un rôle à jouer dans le dynamisme économique, en soutenant financièrement la reconversion des salariés licenciés et l'essor de filières innovantes.

L'économie sociale et solidaire ne doit plus être un label mais devenir la règle générale. La puissance publique doit en définir le cadre : une cohérence territoriale, la garantie de la stabilité du capital, la prise en compte des conditions de travail du salarié comme déterminants des choix de l'entreprise. Dans certains secteurs stratégiques, l'État doit pouvoir intervenir directement grâce à une « golden share », une action lui donnant un droit de veto sur les choix d'investissement et de localisation.

L'accès de tous aux progrès technologiques et scientifiques est un enjeu majeur. Dans ce cadre, un compromis sur la propriété intellectuelle permettant des transferts technologiques vers les pays du Sud devra permettre de ne pas laisser des milliards d'êtres humains à l'écart des progrès de notre temps.

Enfin, l'Europe doit prendre ses responsabilités en matière commerciale en mettant en place des montants compensatoires pour soumettre les importations sur le marché européen au respect de critères sociaux et environnementaux. En effet, le laxisme actuel favorise un comportement prédateur de certains pays en développement qui utilisent la faiblesse des salaires et des protections de leurs travailleurs comme d'une arme économique. Une politique commerciale équitable, discutée avec les pays concernés, doit au contraire les inciter à enclencher une dynamique vertueuse de rattrapage salarial et social. Nous plaidons ainsi pour une réforme globale des institutions telles que le FMI, l'OIT ou l'OMC, qui seront le vecteur des modifications des règles internationales, telles que les règles prudentielles des banques.

3. Aller plus loin

Notre mouvement ne doit jamais se résigner face aux inégalités et aux injustices, et toujours combattre pour porter de nouveaux acquis. Nous faisons le constat que les aspirations des citoyens débouchent sur des mobilisations d'ampleur et d'échelle nouvelles. Ceci nous convainc qu'en agissant à tous les niveaux, des conseils de quartier aux instances internationales, nous pourrons lutter efficacement pour un monde plus juste.



Des acquis sociaux

Militants à l'orée d'une vie professionnelle, qui n'est en général pas tendre avec la jeunesse, nous combattons avec d'autant plus de force pour un droit du travail plus protecteur. Nous plaillons pour un renforcement de l'Inspection et de la Médecine du Travail. La généralisation de la démocratie sociale, par la présence de délégués des salariés dans les Conseils d'Administration, la redéfinition du rôle des Comités d'Entreprise, passera par un renforcement de la base militante syndicale. Nous appelons à retrouver le sens du collectif dans l'entreprise. Ce combat contre l'atomisation de la société, l'individualisme forcené, doit se mener partout, en tenant compte par exemple de l'action associative dans le cursus universitaire.

Des acquis démocratiques

Les jeunes socialistes ont dans leur histoire toujours défendu avec ardeur l'internationalisme et la démocratie. Cette dernière question, dans certains pays du monde, reste un enjeu central. L'Afghanistan, l'Iran, le Venezuela, le Gabon ou la Biélorussie montrent qu'encore aujourd'hui, le combat pour la liberté de choix reste à mener.

Cette exigence, dans ces pays comme en France, n'est garantie que par une réelle indépendance des médias. Indépendance financière vis-à-vis des grands groupes industriels. Indépendance politique vis-à-vis des pouvoirs en place.

Des acquis de civilisation

Nous devons changer notre regard vis-à-vis de la production de biens et de richesses. Ce qui fait valeur est ce qui fait sens : notre mesure du PIB est archaïque, nous devons aller vers des indicateurs intégrés prenant en compte espérance de vie, accès aux soins, taux d'alphabétisation, égalité hommes-femmes, qualité de l'air... Nous sommes convaincus qu'une meilleure redistribution ne sera pas atteinte dans le cadre d'un productivisme acharné. Promouvoir une économie sociale et solidaire, respectueuse de l'environnement, des femmes et hommes qui la font vivre, et des consommateurs. Repenser notre lien à l'agriculture, moins extensive, durable, en symbiose avec le monde paysan.

Des acquis partagés

Notre société est globalisée, pour le meilleur et pour le pire. Notre destin est lié à celui de toutes les populations du monde, d'où l'importance du co-développement, appuyé sur une coopération décentralisée, au plus proche des peuples et de leurs besoins. L'objectif est de favoriser l'accès à l'eau potable, à la santé pour tous, de préserver les ressources naturelles, en construisant des rapports d'égal à égal entre les pays du Nord et les pays en voie de développement. C'est ainsi que nous ne voyons pas les mouvements migratoires comme une menace mais comme une chance, un enrichissement mutuel. Par ailleurs, nous soutenons une régularisation massive des sans-papiers, sur des critères larges. Parce qu'ils y vivent, parce qu'ils y travaillent, parce qu'ils y étudient, nous demandons le droit de vote de tous les étrangers aux élections locales.

De manière générale, c'est la question de la reproduction sociale qui implique que l'on remette la notion de partage au cœur de nos valeurs. Nous appelons à renforcer les droits de succession, rétablir une imposition progressive, qui s'appuie autant sur les revenus du travail que sur ceux du capital, renforcer les dispositifs de lutte contre l'exclusion (CMU, RMI).

4. Le combat d'une génération : écrire son futur

Aujourd'hui, la jeunesse n'est pas une et indivisible et elle ne s'oppose pas à la vieillesse comme une lutte de deux classes sociales. Il y a des jeunes ayant des situations sociales bien différentes et on ne peut en aucun cas confondre le conflit des générations et la lutte des classes. En effet, lutter contre les inégalités, ce n'est pas en créer de nouvelles en opposant les jeunes et les plus âgés mais permettre une égalité réelle entre ceux qui se situent dans la précarité et ceux qui sont en sécurité sociale.

Pour reprendre Hervé Hamon et Patrick Rotman, ce que nous incarnons, c'est une génération, dans sa globalité, et ce qui la définit c'est son contexte, ses défis, ce qui la fait se lever. Nous sommes des militants avec une lecture politique du monde qui nous entoure. C'est celle du choix de la solidarité et de l'égalité des droits.

Urgence écologique et climatique

Nous sommes la première génération qui va entièrement pâtir des conséquences du désastre climatique et énergétique. L'objectif est d'éloigner l'hypothèse de la répartition autoritaire dans l'accès aux ressources. Il



faut trouver la solution pour mettre fin à la situation actuelle qui veut qu'une minorité favorisée décide de la répartition des ressources, sans se soucier des dommages causés par celle-ci, et que la masse de la population mondiale soit confrontée chaque jour à la rareté et aux dommages environnementaux et sanitaires d'une société qui déraile. Nous devons avancer de manière résolue vers la social-écologie.

On ne résoudra, dans la durée, la crise écologique et énergétique qu'en prenant en compte les différentes situations sociales et citoyennes de chacun. Nous devons intégrer la triple exigence : économique, sociale et environnementale, dans toutes les actions politiques. Ce changement de paradigme est essentiel et nécessite un effort de pédagogie, auprès des citoyens et des décideurs. L'environnement est un enjeu majeur dont tout le monde doit se saisir. La clé ne se trouve pas dans la culpabilisation et les mesures visant à pénaliser les foyers quand dans le même temps les groupes industriels et les entreprises en sont exonérés. Nous devons garantir que la transformation inéluctable de notre modèle de développement se réalise sans crise sociale majeure et sans accroissement des inégalités. Les changements de comportements doivent s'accompagner de politiques volontaristes des puissances publiques mettant les solutions à la portée de tous. Les entreprises, à travers la création d'une fiscalité écologique, en incluant le principe du bonus/malus, feront nécessairement les choix vertueux permettant la transition économique et écologique. Cette transition devra nous interroger sur nos modes de transports et de production d'énergie (objectif de la division par quatre de notre consommation énergétique d'ici 2050).

Urgence sociale : l'autonomie de la génération CPE

Nous nous battons pour l'autonomie des jeunes. Pourtant, nous avons trop tendance à réduire cette autonomie à une allocation. Le chemin vers l'autonomie n'est pas le même pour les jeunes en milieu rural que pour ceux en milieu urbain. N'ignorons plus cette différence.

L'accès à la formation est également vécue plus durement par ces jeunes. Beaucoup de jeunes intègrent des formations par défaut en raison d'ambitions personnelles bridées et de l'absence de diversité des métiers proposés. Se pose ici la question des nouveaux métiers à développer dans ces zones, comment lier aménagement du territoire et accès à la formation? En clair, faut-il favoriser la multiplicité de structures d'enseignements délocalisées ou encourager le regroupement des moyens et des ressources comme celle des universités en donnant réellement aux étudiants les moyens de pouvoir étudier et se former dans des pôles de formation plus éloignés de leur domicile familial ? Faut-il rapprocher les lieux de formation des bassins d'emploi ?

Dans tous les cas, nous devons assurer aux jeunes les moyens de leur mobilité, d'accès à la formation de leur choix et de développer l'information sur les formations proposées... C'est ce genre de questions que le MJS doit se poser afin d'y répondre le plus justement possible. C'est parce qu'on a le bon diagnostic que l'on élabore les bonnes solutions ! Mettre en place un véritable service public de l'orientation, faciliter la formation tout au long de la vie à l'heure de la mobilité professionnelle... voilà des moyens de combattre la précarité imposée à la génération CPE.

Urgence éducative

Les récents projets gouvernementaux n'ont fait qu'appauvrir l'Ecole en la vidant de ses contenus. La compréhension est laissée de côté au profit du "par cœur", les bases de la culture commune des enfants de la République sont reléguées à la marge des programmes. Ceci va à l'encontre des missions de l'Ecole. Comment appréhender alors les enjeux du monde actuel ?

L'Ecole doit revenir au centre de la réflexion collective et politique et être réellement une "école de la réussite pour tous", car tout commence par l'éducation. Il est nécessaire de dispenser les mêmes enseignements quels que soient le territoire et le public concerné. Pour cela, il faut revaloriser la maternelle et développer la scolarisation des tout-petits. La présence d'un enseignant spécialisé dans chaque école qui prenne en charge et suive tout au long de leur scolarité les élèves en difficulté et leur permette ainsi de travailler à leur rythme est indispensable pour répondre à l'échec scolaire.

Parce que l'école doit permettre un accès à tous les savoirs, nous devons développer les activités péri-scolaires et notamment manuelles, afin de garantir à tous les élèves un accès aux savoirs non-académiques. Pour que chacun trouve sa place dans la société, pour faire en sorte que les métiers à fortes valeurs ajoutées intellectuelles ne soient pas l'unique but de l'école, mais bien de former des citoyens qui puissent s'épanouir de manière égale quelque soit leur métier, nous militons pour une revalorisation des filières techniques aujourd'hui trop souvent déconsidérées par la société et subies par les élèves et pour la création de passerelles pour ces élèves s'ils souhaitent poursuivre leur formation.



L'Ecole doit permettre aux enfants, aux jeunes, de développer leur personnalité et leur esprit critique, de trouver une place au sein de la société, leur permettre de devenir des citoyens libres et éclairés. Nous devons nous en donner les moyens et y consacrer du temps ! Pour nous l'éducation est la pierre angulaire d'une politique progressiste, s'inscrivant dans l'héritage des Lumières. Faire naître une société de la connaissance, où la production de savoir ne se contente pas de participer à la production de biens matériels mais à l'émancipation des esprits. Faire vivre des universités partout sur le territoire, en dialogue avec la société, pour faire éclore une réelle éducation populaire et une formation tout au long de la vie, pour celles et ceux qui n'ont pu en bénéficier dans leurs premières années.

II. Je m'engage, nous nous engageons

1. « Toc, toc, toc...y a quelqu'un ? »

Pas la peine de se mentir, nous sommes collectivement et profondément ridicules aux yeux de nos concitoyens. A force de ne parler qu'à nous-mêmes, nous ne nous sommes pas aperçus que personne ne nous écoutait et nous avons laissé la droite s'installer au pouvoir et mener ses contre-réformes. Soyons réalistes, et soyons justes : les errements de la gauche, auxquels chacun a participé ont provoqué une crise sans précédent dans notre histoire. Le Mouvement des Jeunes Socialistes n'en est pas responsable, il l'a subie comme toutes les composantes de la gauche, et est seulement coupable de ne même pas avoir tenté d'y répondre. Ce diagnostic peut apparaître sévère pour notre mouvement. Nous n'affirmons pas cela par plaisir, mais parce nous croyons en lui et nous voulons que sa voix porte réellement dans toute la société, et chez tous les jeunes.

A qui on cause ?

Les socialistes ont comme devoir prioritaire de régler la situation des personnes les plus en difficulté. Cela dit, notre discours a vocation à s'adresser à tous, à tous les jeunes partageant nos valeurs et nos objectifs, indépendamment de leur appartenance sociale. Le MJS n'a pas pour but de ne former qu'une élite militante mais doit offrir un cadre politique qui permet à celles et ceux qui veulent changer les choses de militer selon leurs envies et leurs possibilités. Disons-le clairement, notre mouvement a eu tendance à oublier certains jeunes. Plus précisément, nous ne parlons qu'à une jeunesse. Celle, issue des classes moyennes qui va à l'université poursuivre des études, le plus souvent longues. Quant aux autres jeunes, nous avons arrêté de leur parler, leurs situations ne sont pas assez au cœur de nos réflexions. Parce que nous ne connaissons plus assez ces situations, nos propositions sont forcément en décalage. Repliés sur un noyau militant trop réduit, trop homogène, nous restons inaudibles.

De quoi on cause ?

Cette faiblesse de l'organisation s'accompagne d'un épuisement de notre corpus idéologique. Incapables d'assumer de nouvelles idées concrètes de réformes, nous voici incapables d'attirer à nous de nouveaux militants pour porter ces combats. L'absence de véritable formation politique délivrée par notre organisation nous enferme dans des débats confinés à l'absurde, entre social-démocratie et socialisme démocratique. Faut de ressembler à la jeunesse, dans toute sa diversité, nous nous contentons de revendications corporatistes qui ne parlent pas aux jeunes travailleurs, aux jeunes des quartiers... bref, à tous ceux qui devraient venir débattre et militer à nos côtés. Le MJS a su porter par le passé de grandes idées et les verser au pot commun de la gauche : les 35 heures, le PACS. Nous devons retrouver ce bouillonnement intellectuel, reconquérir ce statut de défricheur pour aller vers de nouveaux combats. Nous devons porter nos propres revendications sur la place publique, devenir force motrice et politique, tout d'abord en destination des jeunes, de tous les jeunes.

A qui la faute ?

Nos structures partisanes et militantes semblent à bout de souffle, comme déphasées face aux nouveaux modes de communication et aux nouvelles pratiques politiques des citoyens. Comment faire passer ses idées sur le web 2.0, où la démarche n'est plus pyramidale mais massivement en réseaux ? Comment attirer les associations, syndicats et collectifs citoyens pour leur proposer un réel partenariat, sans les réduire à une vulgaire courroie de transmission ou à une signature au bas d'un tract ? Comment concilier ces deux exigences pour parvenir à l'élaboration d'un authentique projet qui ne se résume pas à un empilement de



propositions issues de leurs aspirations individuelles ? Nous devons participer à construire des nouveaux outils qui permettront à la gauche de servir l'intérêt général.

2. Une société dépolitisée ?

« En France quand il y a une grève, personne ne s'en aperçoit » : cette phrase est symptomatique de l'attitude de la droite vis à vis de la mobilisation citoyenne et des organisations sociales. Il ne suffit plus à la droite de faire passer en force ses réformes, aidée par le laisser-faire de ses députés godillots. Non, il faut, jusque dans le discours, satisfaire un électorat conservateur et neülléen, par l'ignorance de la contestation et le refus du dialogue. Ce procédé politique mise sur la lassitude des citoyens, l'idée qu'en leur donnant le sentiment qu'ils ne peuvent rien faire, entre deux scrutins à la communication savamment orchestrée et pendant lesquels nous ne paraissions pas crédibles l'opposition n'existe pas. Pourtant que ce soit à travers les luttes pour défendre les sans-papiers, les luttes contre les licenciements, ou les milliers de bénévoles qui apportent leur aide aux personnes en situation de détresse, la contestation et les contre-propositions pour une nouvelle société existent. Ces luttes ne doivent pas nous donner simplement bonne conscience, mais quand elles sont portées par d'autres, doivent nous interpeller sur notre incroyable capacité de résignation dont nous semblons parfois faire preuve.

Oui, il est possible de mener des combats dans l'opinion. Les enfants de Don Quichotte, RESF, Jeudi Noir le démontrent, et nous nous devons de les soutenir. Mais ce soutien n'a de sens que si, par la suite, nous sommes capables de porter un vrai projet de société, une vision politique, une alternative globale. Les combats du MJS doivent aussi se porter sur le temps politique, sur le temps long. Être la gauche du quotidien pour un jeune socialiste, ce n'est pas seulement diffuser des tracts, c'est faire vivre, partout où il le peut, son enthousiasme et ses convictions que, partout où il est, il y a une bataille à mener. Bien sûr, il y a une bataille culturelle à mener, mais peut-être avant tout sur nous-mêmes. Nos victoires passées, notre assurance dans le bien-fondé de notre action nous font parfois oublier que si l'on peut être utile partout, personne n'est nécessaire nulle part.

Ce chantier de reconstruction devra ainsi d'abord s'appuyer sur la repolitisation des combats menés, en assumant que le temps politique soit parfois détaché du temps médiatique. En suivra la renaissance de liens forts avec les collectifs, syndicats et associations qui partagent nos révoltes, nos valeurs et notre envie de changement. De là naîtront les nouveaux outils militants qui nous permettront de porter au pouvoir une nouvelle politique audacieuse qui réponde aux attentes des citoyens.

3. Tous ensemble à gauche

Nous le savons tous, la gauche n'a jamais gagné que rassemblée. Depuis le Front Populaire de 1936, menant aux 40 heures hebdomadaires et aux deux semaines de congés payés au gouvernement Jospin, père des 35 heures, du PACS et de la CMU. A chaque époque le périmètre politique des alliés de la gauche a évolué, mais l'ambition restait la même : revendiquer la réforme concrète, celle qui change la vie des citoyens, celle qui marque son temps non par ses incantations mais par ses actions. Nous devons savoir de nouveau porter ce réformisme incarné dans des mesures fortes et claires, qui parle à l'ensemble des citoyens. A nous aujourd'hui de relever ce défi de l'unité des familles de la gauche.

Notre exigence démocratique, plus forte qu'à droite, nous a mené à nous constituer en de nombreuses sensibilités, rendant impérieuse la nécessité d'un dialogue. Ayons la conviction que ce dialogue sera une richesse, un atout face à une droite caporalisée qui sait, au choix, faire taire ses divisions ou étouffer le débat. Sachons aller au-delà des structures partisans pour nous adresser à toute la gauche engagée dans les syndicats ou les associations, et à celle qui n'a pas encore franchi le pas de l'engagement. Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit prendre toute sa place dans ce dépassement, en organisant des Assises de la Jeune Gauche, où les jeunes issus de divers horizons mais partageant la même envie de mettre la justice et l'égalité au pouvoir viendront débattre librement de perspectives communes. Nous n'avons pas à nous seuls les réponses qui nous porteront au pouvoir en 2012, faisons-les naître du débat avec nos amis et alliés de la gauche. Travaillons en toute humilité, sans volonté hégémonique. Ainsi, en ayant rassemblé la gauche et en lui ayant donné un projet à la hauteur des attentes exprimées dans la société, nous retrouverons l'estime et les suffrages de nos concitoyens.



Ce long chemin ne pourra se mener en nous recroquevillant sur nous-mêmes, persuadés que la réponse se trouve en notre sein et que l'alternance arrivera automatiquement, par trop-plein de libéralisme, d'autoritarisme et de répression en 2012. Nous devons mobiliser la jeunesse de gauche, insolente et résolue, portant haut les valeurs défendues par tant de générations de socialistes. Nous y parviendrons, pas à pas, en toute humilité, par un travail patient, en sachant faire l'unité de toutes les composantes de la famille progressiste, autour d'un triple objectif : réconcilier, construire, convaincre.

Réussir ensemble le Congrès du MJS

Ce texte n'a pas la prétention de répondre à toutes les questions du moment. Ce n'est pas sa vocation. Il répond plutôt aux questions que tout militant de notre organisation se pose à l'aune d'un Congrès. Comment être le plus utile ? Comment changer l'ordre des choses ? Et surtout, à quoi doit servir le MJS ?

Le dernier mandat a démontré que le Mouvement des Jeunes Socialistes n'était pas toujours présent là où on l'attendait. Il oublie trop souvent de répondre aux défis majeurs qui se posent à lui. Considérons ce Congrès comme celui d'un nouveau départ, d'un renouveau, d'une nouvelle chance. Il ne s'agit pas simplement de remettre une pièce dans le jukebox pour recommencer comme avant, comme toujours, mais de se fixer des objectifs partagés et de les remplir. Les militants attendent beaucoup de ce Congrès, ne les décevons pas !

Notre Congrès sera incontestablement un échec si nous ne sommes pas capables de débattre sur la définition de notre projet politique. Nous constatons que le MJS n'est pas capable de sortir de cadres de pensée préconstruits. Depuis 15 ans, nous nous complaisons dans les mêmes constats – sommaires et souvent injustes – sur les échecs de la social-démocratie, dans les mêmes incantations autour du socialisme démocratique, dans la même "novlangue" et les mêmes expressions toutes faites, sans être désormais capable de définir réellement ce qu'elles sont.

La vision socialiste que nous souhaitons promouvoir à l'occasion de ce Congrès est profondément républicaine et prend appui sur des valeurs clairement identifiées : la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Elle repose sur la défense de l'intérêt général par une intervention publique forte au cœur du système économique et social, et sur la garantie pour chacun de l'accès aux soins, à un travail, à un toit, à un environnement sain. Elle repose sur l'octroi à la sphère politique de nouveaux moyens d'actions, de marges de manœuvre à tous les échelons, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux. C'est à un sursaut démocratique et citoyen que nous appelons ; nous souhaitons le faire émerger par nos actes et nos propositions.

Nous souhaitons que notre organisation sorte des dogmes, d'ailleurs souvent interprétés de manière contestable, pour enfin comprendre et transformer le réel. Oui, nous devons faire de l'idéologie ! Cela implique de renoncer à la posture pour faire confiance à l'intelligence collective des militants. Nous ne pouvons plus nous permettre de persister dans certaines impasses qui amènent par exemple à définir la jeunesse comme une classe sociale unifiée et homogène. Nous devons enfin faire sortir le MJS du monde scolaire et universitaire et développer un véritable discours sur les jeunes travailleurs. Sortir de la seule dénonciation de la précarité nous permettrait enfin de comprendre qu'aujourd'hui, l'étudiant n'est pas la personne la plus exclue de notre société, nous permettrait enfin de nous adresser aux jeunes sans formations, aux jeunes des ZUP...

Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit être moteur dans les changements portés par les socialistes et par la gauche dans notre pays. Il doit pour cela participer à la refondation des outils militants, partis ou mouvements de Gauche. Il devra pour les deux années à venir s'appuyer pour cela sur une orientation renouvelée et crédible et sur un mode de fonctionnement qui laisse toute sa place au débat, à l'échange. Éloignons le spectre des enjeux d'appareils, des replis sur soi, des réflexes claniques.

Nous avons l'ambition, elle est d'importance, de participer à la victoire de la gauche en 2012. Le prochain Congrès doit nous permettre d'inverser la tendance et de préparer notre organisation à ces échéances. Il ne suffira pas pour cela de parler de "rénovation" dans chaque discours, pour y arriver nous devons réellement changer.



Le **TEMPS** DES **CONQUÊTES**

Comment le MJS pourra-t-il en effet prétendre participer à l'union de la jeune gauche, si les jeunes socialistes ne peuvent débattre sereinement et sincèrement entre eux ? Comment construire une organisation de masse, si nous ne sommes pas capables de faire vivre notre mouvement, si nous restons figés dans de vieux réflexes, de vieilles pratiques militantes ? Pour que le MJS soit exemplaire, nous proposons, en commun avec d'autres sensibilités, un contrat de rénovation, qui nous permettra, nous le souhaitons, de sortir de la confidentialité où nous avons sombré.

Ce congrès doit nous permettre de reprendre goût à l'échange. Il doit nous doter d'un programme de travail nous permettant d'imposer dans le débat les préoccupations des jeunes, de sortir de la réaction à l'actualité gouvernementale pour passer à la promotion de nos propositions.

Les débats que nous aurons dans les prochaines semaines sont d'importance pour l'avenir du MJS. Plus que de définir LA ligne ou de compter des voix, nous devons créer le mouvement. Construisons un nouveau MJS qui soit prêt pour un nouveau temps des conquêtes.

Retrouver ce texte, et d'autres, sur www.letempsdesconquetes.fr